

Discours d'Henri Brugmans (La Haye, 7 mai 1948)

Légende: Le 7 mai 1948, Henri Brugmans, président exécutif de l'Union européenne des fédéralistes (UEF), prononce en ouverture du congrès européen de La Haye un discours dans lequel il fait de l'unité de l'Europe sur un mode supranational la "question préalable" à tout effort d'entente internationale.

Source: BRUGMANS, Henri. La question préalable. Genève: Union européenne des fédéralistes, 1948. 8 p. .

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/discours_d_henri_brugmans_la_haye_7_mai_1948-fr-3b6cf228-5aa8-4dae-8363-8661724b30d0.html

Date de dernière mise à jour: 08/02/2013

Discours d'Henri Brugmans (La Haye, 7 mai 1948)

La question préalable

par Henri Brugmans

Dans la vie publique, il s'agit de trouver la question préalable, celle qui prime tout et sans laquelle aucune autre ne saurait même être posée correctement.

Dans l'antiquité, Caton l'avait découverte, lorsqu'il terminait chaque discours par ces paroles comminatoires: «Oui, mais..., il faut détruire Carthage». Même chose lorsque les Polonais, après les partages, cherchent avant tout, la liberté de leur patrie - ou que le parti socialiste hollandais - il y a un demi-siècle, concentre tous les efforts sur la lutte pour le suffrage universel. Et récemment encore, pendant l'occupation, les militants les plus dissemblables se sont rassemblés dans le front antinaziste. Toujours: la question préalable.

Or, nous pensons qu'aujourd'hui, en cette Europe de 1948, la question préalable, c'est celle de l'unité européenne. Voilà ce qui nous rassemble ici, rien de moins, rien de plus.

Pourquoi l'estimons-nous ainsi?

D'abord, parce que les problèmes économiques - eux mêmes préalables - ne peuvent plus être résolus dans les cadres nationaux. On aura beau se battre sur tel projet national de politique fiscale, sur une nationalisation de plus ou de moins, sur tel ou tel degré de dirigisme national - tout cela ne va pas au fond du problème.

Le vrai problème, c'est de créer l'organisation supranationale de l'Europe, seule capable de nous offrir un vaste marché intérieur, base d'une prospérité solide. Rééquipement technique, mise en commun de nos ressources, division du travail entre les peuples: tout cela est illusoire, tant que subsiste le compartimentage national. Résolvons donc d'abord la question préalable, qui est de fédérer l'Europe.

Ensuite, dans un monde qui semble s'acheminer vers un conflit, les peuples européens risquent d'être les premières victimes. Démembrés et impuissants, ils subissent passivement les vicissitudes de la politique internationale.

L'angoisse les saisit quand ils pensent à leur propre faiblesse et aux énergies concentrées des autres.

Ils savent, en plus, que les nations du bloc oriental se sentent trahies par notre incohérence. Et ils savent enfin que pour les problèmes du siècle, il faudra des solutions mondiales que l'Europe divisée n'est pas en état de promouvoir. Ils comprennent pourtant que, pour rendre espoir aux peuples de l'Est, pour assurer enfin nos responsabilités mondiales, il faut avant tout et préalablement créer la force réelle et pacificatrice d'une Europe fédérée.

Mais nous avons encore, pour la vouloir, des raisons morales. Le mot magique d'«Europe» indique, non seulement une région du globe, mais aussi un mode de vie individuelle et commune. Jamais l'Européen n'a accepté durablement la suprématie d'un groupe dominateur. Jamais il n'acceptera d'autorités, si elles ne garantissent les droits de l'homme. L'Europe, c'est un sens de la liberté, dont l'immense majorité des hommes qui ont vécu sous le soleil n'a jamais soupçonné ni les drames, ni les douceurs. L'Europe, c'est Mozart d'un côté, c'est Charles Péguy de l'autre et c'est Shakespeare qui les résume.

L'Europe, c'est la civilisation des non-conformistes, c'est la terre des hommes continuellement en lutte avec eux-mêmes, c'est le lieu où aucune certitude n'est acceptée comme vérité si elle n'est continuellement redécouverte. D'autres continents se vantent de leur «efficacité», mais c'est le climat européen seul qui rend la vie dangereuse, aventureuse, magnifique et tragique... et par là digne d'être vécue.

Partout, le drapeau de l'Europe sera celui de la liberté.

Or, cette conception est en péril, non seulement parce que menacée du dehors, mais surtout parce que minée par le manque de foi des Européens eux-mêmes. Ont-ils perdu leur goût de la rébellion? Je me refuse à le croire. Mais une immense lassitude s'empare d'eux et ils se trouvent là, sans perspective, étouffant à l'intérieur de nos pays cloisonnés où cela sent le moisi. Et jamais ils ne verront d'issue, tant qu'on n'aura pas fait sauter les frontières, tant qu'on n'aura pas donné de réponse à la question préalable..., qui est de fédérer l'Europe.

PAR-DESSUS les rivalités partisans et les illusions d'un autre siècle, unissons donc l'Europe. Voilà notre point de départ.

Mais nous l'avons déjà dépassé.

Les gouvernements se sont mis en branle et si, il y a un an, on nous qualifiait d'«utopistes», aujourd'hui nous demandons ce que nous voulons de plus que cette collaboration gouvernementale.

Ce que nous voulons de plus? Au delà des traités, toujours révocables, au delà des conciliabules toujours susceptibles de s'enliser, nous voulons que soient créées des *institutions européennes fédérales*, ayant force d'autorité, et capables de cristalliser une société nouvelle des peuples.

Car, disons-le devant un monde qui a raison d'être sceptique: nous ne nous intéressons absolument, mais absolument pas à des constructions diplomatiques dans le genre de l'ancienne SDN ou d'une ONU européenne, paralysée par des droits de veto.

Rien ne sert d'élaborer des comités intergouvernementaux, où des fonctionnaires ministériels, continueraient à représenter leurs «raisons d'État». Jamais un rassemblement des États souverains ne nous sauvera du nationalisme - de ce nationalisme à la fois pitoyable et redoutable, qui (selon le congrès des catholiques allemands en 1923) constitue «la plus grande hérésie de notre époque».

Coopération des Seize, pacte de Bruxelles - nous y applaudissons.

Mais nous ajoutons que rien n'aura été fait, tant que le dogme de la sacro-sainte souveraineté nationale n'aura pas été renversé et tant que les peuples n'auront pas «bousculé leurs gouvernements», selon une expression de M. Spaak.

Je vais plus loin.

Le fédéralisme européen n'est pas uniquement d'ordre politique. Il est en même temps fonctionnel. Si nous préconisons l'intégration de l'Europe, ce n'est pas uniquement au «gouvernement des hommes» que nous pensons. C'est autant à l'«organisation des choses», pour reprendre une vieille formule de Saint-Simon. Et pour cette «organisation des choses», rien n'est plus urgent que la création d'organismes spécialisés, à la fois autonomes et reliés.

Non, nous ne croyons pas à la réalité de la Fédération européenne, si elle ne prend corps dans une série d'organismes comme pourront l'être: un état-major européen, une société de chemins de fer d'Europe, une régie autonome du charbon européen, une centrale pour l'exploitation rationnelle de l'électricité. Ou bien - pour reprendre une idée qui est particulièrement chère à quelques-uns d'entre nous - un clearing européen de la main-d'œuvre et des salaires, qui assurerait le minimum vital des travailleurs, abolirait le dumping social entre nations, et mettrait fin à la situation absurde où dans un pays règne le chômage, alors que d'autres manquent de bras.

Je vais au bout de ma pensée. L'organisation fonctionnelle de l'Europe ne suffit ni pour garantir l'efficacité ni pour nous préserver d'une technocratie toute puissante.

Qu'il s'agisse d'organismes de transport ou d'agriculture, de législation sociale ou de réforme universitaire -

toutes ces institutions auront besoin d'être dûment coordonnées entre elles et contrôlées démocratiquement. Parler d'«Europe unie» sans envisager un «gouvernement» et un «parlement» européens, semble peu réaliste.

Oh! je le sais bien. L'histoire ne se répète jamais. Les structures nationales nées avec la révolution bourgeoise ne seront pas applicables telles quelles aux besoins de tout un continent et d'une époque aux bouleversements multiples. Mais quelles que puissent être un jour nos divergences à ce sujet, nous sommes d'accord pour dire qu'il faut organiser une volonté politique européenne qui seule permettra à la démocratie fédérale de fonctionner. Et cette opinion publique européenne ne sera pas faite de la somme des opinions nationales additionnées. Elle sera un élément *sui generis*, un phénomène nouveau dans l'histoire, une prise de conscience durable des Européens en tant que tels, la découverte d'une citoyenneté commune.

A nous de la rendre clairvoyante et vigoureuse. Car nous aurons besoin d'un grand élan pour briser les obstacles sur notre chemin. Oh! sans doute, à l'heure actuelle tout le monde se déclare en faveur de nos idées, bien vaguement, bien poliment, et seulement en principe. Mais si le mouvement exige que les déclarations générales se transforment en réalité, nous verrons se dresser devant nous les résistances des nationalistes, de tous ceux qui, sous une forme ou sous une autre, sont intéressés au maintien du «désordre établi». Ce jour-là, rien ne sera fait sans la volonté organisée d'une opinion européenne consciente.

VOILA pourquoi ce premier congrès de l'Europe est un acte *politique*. Fédérer l'Europe, ce n'est pas un idéal de rêveurs, ni une solution de théoriciens - c'est le but immédiat de l'actuelle génération européenne, un but réalisable et un but premier.

Qu'est-ce à dire? Que nous soyons prêts à oublier nos convictions profondes? Est-ce un quelconque «unionisme européen» que nous avons en vue, où tous les conservateurs seraient un peu socialistes et tous les socialistes un peu libéraux?

Bien sûr que non. Nous sommes ici rassemblés dans une concentration *provisoire* pour résoudre le problème *préalable*, pour mener à bien une tâche, qui dépasse les antagonismes nationaux et les positions partisans, pour réaliser un programme minimum, révolutionnaire et précis, limité mais immense, qui ne s'inscrit dans aucune combinaison de politique intérieure. Étant démocrates, nous n'avons pas peur des doctrines opposées, mais nous affirmons que le débat, pour être fécond, a besoin de se dérouler dans le cadre adéquat, qui n'est plus celui de l'État-nation, mais celui d'une Europe qui s'organise.

J'en tire les conclusions pour le présent congrès.

Il sera suivi par d'autres, moins spectaculaires peut-être, mieux assis déjà, je l'espère, sur les bases d'une coopération universelle, et où nous pourrions partir de certains principes que maintenant nous aurons encore à affirmer. Dans ces congrès ultérieurs, nous discuterons plus en détail les modalités et le contenu de l'Europe unie. De plus en plus nos congrès deviendront l'arène européenne où socialistes s'affronteront à libéraux, centralisateurs à décentralisateurs, dirigistes à libre-échangistes. Et ceux-là aussi s'y feront entendre qui s'intitulent les «fédéralistes intégraux» et qui, toujours soucieux de l'unité européenne, combattront l'étatisme sur quelque plan qu'il se présente. Élèves de Proudhon, de Rathenau, d'Hobson et de mon compatriote Troelstra, ils montreront que la socialisation nécessaire n'est point – bien au contraire - le triomphe de ce monstre moderne qui s'appelle l'État.

Nous ne croyons donc pas au mythe prétotalitaire de l'unanimité. Mais deux certitudes nous sont communes. La première: que, dès aujourd'hui et dans l'avenir toujours davantage, ceux-là dirigeront la politique de l'Europe qui l'auront sauvée de sa déchéance nationaliste et qui, aux questions nouvelles qui se posent, auront su répondre avec le plus de réalisme.

La seconde: que nous acceptons tous, les uns et les autres, les bouleversements qu'entraînera inévitablement la fédération de l'Europe. Car nous savons que dans cette perspective nouvelle, tous les problèmes vont se poser sous un jour nouveau et que les vieilles formules ne s'appliqueront plus aux réalités de demain.

J'en tire pour ma part trois conséquences.

D'abord, que cette révolution européenne permettra enfin aux peuples de retrouver leur génie propre, d'improviser des formes sociales nouvelles, correspondant à ce génie.

Ensuite, que dans le cadre fédéral, nous aurons besoin de toutes les forces vivantes et particulièrement des forces du travail. L'Europe nouvelle sera l'Europe des «producteurs», des travailleurs - ces mots étant pris dans leur sens le plus large et englobant les travailleurs manuels aussi bien que les dirigeants de notre vie économique, culturelle et sociale. Cela aussi, je tiens à le souligner, à l'intention de ceux qui aujourd'hui nous bourent.

Et enfin, si l'Europe trouve moyen de se rénover par son unité, cela lui permettra de conquérir son indépendance dans le monde. Indépendance morale et sociale, puisque, entre les Grands, elle aura incarné une forme de société particulière, faite de libre association et de solidarité agissante. Elle n'en deviendra pas «neutre», certes, dans les antagonismes d'aujourd'hui. Mais elle y jouera son rôle puissant de conciliatrice. Animée d'aucune haine contre personne, mais fermement décidée à défendre le droit de suivre sa vocation, elle veut devenir libre, une et indépendante. Nous croyons donc bien fermement au destin propre de l'Europe. Mais attention! Gare à l'orgueil, gare à la tentation d'une suffisance européenne!

SACHONS qu'il s'agit d'une mission à accomplir et non de privilèges à défendre. Sachons que l'esprit de domination ne recule pas devant l'esprit bourgeois. Rien ne se fait sans unité européenne..., mais celle-ci n'est pas une panacée.

L'effort pour la renaissance européenne se fera par un réveil des traditions et par un sursaut violent des forces rénovatrices. Pour pouvoir défendre un patrimoine, il faut croire à sa vitalité actuelle. Et où voulez-vous que nos compatriotes prennent leur élan s'ils ne voient autour d'eux que petites et rivalités? Comment se risqueront-ils, s'ils restent désespérés ou dégoûtés? vivant à une époque où la vie de l'esprit est médiocre, ils ne connaissent Rembrandt que par le hasard d'une excursion touristique et le livre de *Job* leur reste fermé.

Serrés à la gorge par le nationalisme, ils ne savent plus quoi espérer. Non, le problème de l'Europe n'est pas uniquement celui d'un impérialisme étranger ni d'une structure interne désuète. Il gît surtout dans cette pauvreté de notre vie commune.

Or, les médiocrités humaines sont faites souvent de vocations manquées. Pendant la Résistance, nous avons vu des êtres endormis devenir des héros authentiques. Puisse-t-il en être de même aujourd'hui!

Car, une fois de plus, il faudra *résister*. A qui? A quoi? Aux menaces extérieures? Sans doute, car nous refuserons l'Europe colonisée, abâtardie, totalitaire, soumise. Mais nous vaincrons surtout nos propres petites et nos propres peurs. Nous les vaincrons en aspirant à la grandeur, en redevenant nous-mêmes par l'unité.

Et si nous saisissons cette dernière chance, nos petits-fils diront de nous: «Ils se sont ressaisis en pleine misère. Ils ont su dominer leurs servitudes et leurs faiblesses. Ils ont démontré que rien ne brise l'élan des peuples libres. Ils furent justes, ils furent forts et pacifiques. Ils ont bien mérité du genre humain».

Dieu veuille que ce congrès sonne le tocsin qui réveille les vivants et les demi-morts d'Europe!